

## **Yannick Deschamps**

Colin Kidd, *Union and Unionism: Political Thought in Scotland, 1500-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

### **Mots-clés**

Écosse – Union anglo-écossaise – Historiographie – Débat

### **Key words**

Scotland – Anglo-Scottish Union – Historiography – Debate

### **Référence électronique**

Yannick Deschamps, « Colin Kidd, *Union and Unionism: Political Thought in Scotland, 1500-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. » *QUADERNA* [en ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 9 janvier 2013. URL : <http://quaderna.org/colin-kidd-union-and-unionism-political-thought-in-scotland>

**Colin Kidd, *Union and Unionism: Political Thought in Scotland, 1500-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.**

Yannick Deschamps  
Université Paris-Est Créteil

L'année 2008, comme les deux années précédentes, a vu la publication de nombreux ouvrages sur l'Union anglo-écossaise, dont on fêtait le trois centième anniversaire le 1<sup>er</sup> mai 2007. Si cette commémoration n'est sans doute pas étrangère à la publication de l'étude de Colin Kidd, son propos va bien au-delà de cette union, puisqu'il explore, sur une période de cinq siècles, l'unionisme écossais, c'est-à-dire l'idéologie de ceux qui, en Écosse, sont favorables à une union avec l'Angleterre et à son maintien.

C. Kidd constate que ce courant de pensée a été négligé par les historiens au profit du nationalisme écossais. Ceci est d'autant plus regrettable, explique-t-il, que l'unionisme a été l'idéologie politique dominante en Écosse à partir de la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au début des années 1970. Pendant cette période, l'Union anglo-écossaise (1707) allait de soi ; personne ou presque en Écosse ne songeait à contester son bien-fondé. « L'unionisme banal » (*banal unionism*) régnait sur les esprits. D'où le peu d'empressement des partisans de l'Union à s'interroger sur sa nature et à la défendre de manière probante. Quelques platitudes concernant son rôle dans la réussite commerciale et industrielle de l'Écosse, et dans la prospérité qui en découlait, faisaient l'affaire. C'est seulement dans les années 1960, lorsque l'Union commença à être sérieusement remise en cause par certains nationalistes, que ses adeptes, à l'instar de John D. B. Mitchell, se penchèrent sur ses fondements juridiques et présentèrent des arguments solides pour la défendre et élaborer une idéologie unioniste aboutie.

Kidd déplore le procès instruit en Écosse depuis plusieurs décennies contre la pensée unioniste : alors que le nationalisme y est considéré comme naturel et légitime, l'unionisme y est accusé de reproduire de manière servile une conception anglaise des relations entre l'Écosse et l'Angleterre, et de s'inscrire dans une démarche de soumission à l'égard de cette dernière ; on fait injustement grief au discours unioniste d'être synonyme de capitulation, d'intégration, ou d'assimilation.

Kidd montre que, contrairement à ces idées reçues, l'unionisme écossais est un courant de pensée réellement autochtone, qui n'est pas importé d'Angleterre – et ne saurait *a fortiori* être assimilé à l'unionisme thatchérien. Il est d'ailleurs antérieur à l'Union anglo-écossaise de 1707 – et même à l'Union des Couronnes de 1603. En fait, l'unionisme écossais remonte au début du XVI<sup>e</sup> siècle, même s'il ne constitue pas la voix dominante de la pensée politique écossaise de ce siècle, ni du suivant. C'est en outre une idéologie qui se distingue par sa richesse et sa diversité, et se décline dans de nombreux domaines – juridique, constitutionnel, ecclésiastique, etc.

Kidd remet en cause l'opposition traditionnelle – figée par une longue tradition historiographique – entre unionisme et nationalisme écossais. Dans leur forme modérée, ces deux idéologies se rejoignent ; elles ne sont pas antithétiques. Aussi Kidd reprend-il à son compte le concept de « nationalisme-unioniste » (*unionist-nationalism*) forgé par Graeme Morton pour décrire l'affirmation nationaliste des Écossais, pourtant favorables au maintien de l'Union, dans les années 1850. D'après Kidd, l'unionisme écossais, au cours de sa longue histoire, a souvent été teinté de nationalisme. Avant 1707, une union négociée

entre une Écosse et une Angleterre souveraines paraissait, aux yeux d'unionistes écossais tels que John Mair ou Thomas Craig, être le meilleur moyen d'éviter que la première ne soit conquise et annexée par la seconde, et ne perde son autonomie. Une telle union semblait garantir une égalité de statuts entre les deux nations et leurs habitants, alors qu'en son absence, on pouvait craindre que l'Écosse ne soit asservie par une Angleterre impérialiste.

Kidd souligne par ailleurs que, après 1707, les unionistes écossais se sont fréquemment appuyés sur l'Union – y compris sur la lettre de l'Acte d'Union, qu'ils accusaient l'Angleterre de violer – pour revendiquer une égalité de traitement avec les Anglais : les droits des Britanniques devaient être les mêmes de part et d'autre de la frontière anglo-écossaise. En outre, les unionistes écossais ont souvent rejeté avec virulence l'idée que l'Écosse puisse être assimilée à une colonie de l'Empire britannique. Ils ont, pour certains d'entre eux (notamment au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles), demandé une autonomie accrue au sein de la Grande-Bretagne – montrant ainsi que l'unionisme écossais n'était pas incompatible avec la revendication d'un parlement spécifique à l'Écosse (subordonné au Parlement impérial de Westminster) dans le cadre d'un *Home Rule* à l'écossaise. Tout en exprimant leur fidélité à l'Union, ils ont rarement perdu de vue leurs intérêts spécifiques en tant que membres de la nation écossaise distincte de la nation anglaise. Dans le domaine de la religion, par exemple, certains unionistes écossais ont dénoncé avec vigueur l'érasianisme anglais et les remises en cause anglaises du monopole de l'Église d'Écosse au nord de la Tweed.

Inversement, les nationalistes écossais, à l'image de John MacCormick, ont pendant longtemps eu comme principal objectif l'autonomie de l'Écosse au sein d'une Grande-Bretagne unie, et non l'indépendance écossaise. C'est seulement dans les années 1960 que celle-ci devient leur but prioritaire. Kidd met ainsi en évidence l'existence d'un espace idéologique important entre les extrêmes que représentent, selon lui, l'unionisme anglicisant et le nationalisme anglophobe.

L'ouvrage de Colin Kidd a été très bien reçu par la communauté des historiens, comme en attestent, entre autres, les recensions élogieuses qui en ont été effectuées par Jenny Wormald<sup>1</sup> et James Mitchell<sup>2</sup>. Cet accueil est amplement mérité. Comme à son habitude, Colin Kidd fait montre d'une grande érudition et de beaucoup de finesse dans ses analyses, mais surtout, la thèse qu'il défend est convaincante. Affirmer que l'unionisme et le nationalisme écossais ne sont pas antinomiques ne relève pas seulement du paradoxe ou de l'exercice de style. Ces deux idéologies laissent entrevoir de nombreux points d'intersection. Prenons l'exemple de l'historien écossais James Mackinnon. Dans *The Union of England and Scotland: A Study in International History* (1896), Mackinnon défend l'Union de 1707 avec vigueur. Il consacre en particulier de nombreuses pages à rejeter les accusations de corruption (lancées par le jacobite James Lockhart of Carnwarth) qui l'entachent. Mais en même temps, il regrette que l'Acte d'Union ait supprimé le Parlement écossais, estimant qu'il aurait été judicieux de lui confier l'administration des affaires intérieures de l'Écosse, ce qui le place aux côtés des *Home Rulers*, très actifs au moment où paraît son ouvrage.

Dans sa recension par ailleurs très enthousiaste de *Union and Unionism*, Jenny Wormald émet une légère réserve : elle considère qu'en évoquant la vitalité de l'idéologie unioniste écossaise aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, Kidd risque de donner à penser que l'Union de

---

<sup>1</sup> *English Historical Review*, vol. 124, n° 511 (décembre 2009), p. 1501-1502.

<sup>2</sup> *Scottish Historical Review*, vol. 89, n° 1 (avril 2010), p. 113-114.

1707 n'a sans doute pas été aussi mal accueillie en Écosse qu'on le prétend. Il me semble toutefois que Kidd se place ici clairement dans le domaine de l'histoire intellectuelle, et que ses considérations sur les théories conçues par les penseurs écossais au cours des deux siècles précédant l'Union n'ont pas vocation à décrire l'état de l'opinion publique écossaise au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle – tâche dont Karin Bowie s'acquitte brillamment dans *Scottish Public Opinion and the Anglo-Scottish Union, 1699-1707* (2007).

En revanche, si le concept d'« unionisme banal » – calqué sur celui de « nationalisme banal » (*banal nationalism*), forgé par Michael Billig – rend bien compte du fait que, entre le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle et les années 1960, l'Union de 1707 était considérée comme allant de soi par les Écossais dans leur ensemble, on peut se demander si Kidd ne surestime pas la « banalité » des arguments utilisés par les historiens, les juristes et autres essayistes pour la défendre au cours de cette longue période et l'originalité des plaidoyers unionistes livrés depuis les années 1960. Loin de se borner à mettre en avant les bienfaits supposés de l'Union, A. V. Dicey et R. S. Rait, par exemple, ne cherchent-ils pas déjà, dans *Thoughts on the Union of England and Scotland* (1920), à en cerner la nature et à en comprendre les fondements juridiques ?

James Mitchell note que la thèse de Kidd ne pourra satisfaire entièrement ni les unionistes, ni les nationalistes. C'est en partie exact. Toutefois, dans le cadre du débat actuel sur l'indépendance écossaise encouragé par la tenue, selon toute probabilité, d'un référendum sur ce sujet en 2014, l'ouvrage de Kidd, qui montre que l'Union anglo-écossaise peut s'accommoder d'une dose relativement élevée de nationalisme, donne davantage d'arguments aux tenants du *statu quo* qu'à ceux du *statu quo ante 1707*. Il en va de même de l'étude de Christopher Whatley, *The Scots and the Union* (2006), et de la plupart des ouvrages commis par des universitaires écossais sur l'Union anglo-écossaise. Pourtant, dans un numéro récent de la revue *History Today*<sup>3</sup>, David Torrance déplorait que le débat sur le statut de la Grande-Bretagne, à l'approche du référendum sur l'Indépendance, ne soit dominé par les adversaires de l'Union, citant notamment les études de Michael Fry, de Douglas Watt et de Paul Henderson Scott sur le sujet. Ces auteurs ne sont pas des universitaires, mais leurs ouvrages sont largement diffusés et se vendent bien, souvent mieux que ceux des historiens consacrés par l'Université. Espérons toutefois – ceci, quel que soit le regard que l'on porte sur l'Union – que l'excellent ouvrage de Kidd bénéficiera de la visibilité qu'il mérite dans le cadre du débat sur l'avenir de la Grande-Bretagne, auquel il peut permettre de transcender le clivage traditionnel entre nationalistes et unionistes.

---

<sup>3</sup> *History Today*, vol. 62, n° 3 (18 juillet 2012).

### **À propos de l'auteur**

Yannick Deschamps est Maître de Conférences à l'Université Paris-Est Créteil, où il enseigne la civilisation britannique. Il est l'auteur d'une thèse sur le rôle joué par Daniel Defoe dans la ratification de l'Union anglo-écossaise (1707). Ses publications portent sur différentes facettes du débat suscité par l'Union et sur les écrits polémiques et didactiques de Daniel Defoe, en particulier ceux qui concernent les questions religieuses et le surnaturel. Il prépare actuellement une monographie sur l'historiographie de l'Union anglo-écossaise.

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de *Quaderna*. Les textes figurant sur ce site peuvent être consultés et reproduits sur un support papier ou numérique sous réserve qu'ils soient strictement réservés à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner le nom de la revue, l'auteur et la référence du document. Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de *Quaderna*, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.